

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 20/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/02/2025

Contexte et constats

Publié sur 

GEPEIF STATION EPUR. DES INDUS

RUE DESCARTES
69190 Saint-Fons

Références : UDR-CRT-25-049-AC
Code AIOT : 0006103723

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2025 dans l'établissement GEPEIF STATION EPUR. DES INDUS implanté Rue Descartes 69190 Saint-Fons. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GEPEIF STATION EPUR. DES INDUS
- Rue Descartes 69190 Saint-Fons
- Code AIOT : 0006103723
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le GEPEIF est une station de traitement des eaux résiduaires provenant des usines SPECIALTY OPERATIONS (Syensqo), NOVACYL (Seqens) et POLYTECHNYL (Domo) de Saint-Fons. Il traite

également, dans des volumes moindres, des effluents reçus par citerne en provenance de la région. Le fonctionnement de ce site est encadré par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Registre des émissions polluantes	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Demande d'action corrective	1 mois
7	Surveillance des eaux de surface	Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 4.8.3.1	Demande d'action corrective	9 mois
8	Surveillance des effets sur les sédiments, la faune et la flore	Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 4.8.3.2	Demande d'action corrective	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conventions de raccordement	Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 4.3.3.3	Sans objet
2	Contrôle et acceptation des eaux résiduaires à traiter	Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 4.3.3.2	Sans objet
3	Traitement des effluents reçus par citerne	Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 5.4 et 5.4.1	Sans objet
4	Livraison et réception des déchets	Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 5.4.2	Sans objet
5	Respect des valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 4.7.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 18 février 2025 avait pour objectifs de vérifier le respect :

- des prescriptions liées au contrôle et à l'acceptation des effluents par canalisations et par citernes
- des valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après traitement

- des prescriptions liées à la surveillance des effets du GEPEIF sur le milieu aquatique.

Il ressort de cette inspection que les critères d'acceptation des effluents à traiter sont globalement respectés. Lorsque des anomalies sont constatées sur les effluents reçus par canalisation, le GEPEIF mène les actions prévues par les conventions de raccordement et se rapproche de l'exploitant concerné pour prendre en charge les effluents tout en préservant dans la mesure du possible le fonctionnement de la station.

Concernant le respect des valeurs limites d'émission (VLE) des eaux résiduelles après traitement, des dépassements sont encore constatés, notamment sur les paramètres phosphore et azote global NGL. Des actions ont été mises en place ou sont en cours afin de respecter les VLE, mais nécessitent un temps de stabilisation afin de s'assurer d'un retour durable à la conformité. D'autres inspections sur cette thématique seront menées en 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conventions de raccordement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 4.3.3.3
Thème(s) : Situation administrative, Conventions de raccordement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une convention spécifique dite « convention de raccordement » est définie entre le G.E.P.E.I.F et les établissements dont il traite les effluents.</p> <p>Elle doit permettre au G.E.P.E.I.F de respecter les valeurs limites de rejet au milieu naturel fixées dans son arrêté préfectoral et rappelées au point 4.7.5 du présent arrêté.</p> <p>Elle précise notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les informations périodiques et au minimum semestrielles que le G.E.P.E.I.F fournit à chaque exploitant du site sur le rejet final et les conditions de traitement (rendement sur les principaux paramètres - résultats d'autosurveillance - dysfonctionnements constatés - etc...), - la nécessité d'informer tout exploitant en cas de dysfonctionnement de l'unité de traitement du G.E.P.E.I.F dû, à priori, à des rejets non conformes dudit exploitant, - les caractéristiques et les conditions d'acceptation des effluents à traiter ainsi que la responsabilité des exploitants des établissements amont d'avertir l'exploitant de la station en cas de variation de l'effluent susceptible d'avoir un impact sur son fonctionnement.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les conventions de raccordement signées avec les établissements de Polytechnyl (2022), Specialty Operations (2022) et Novacyl. (2011). La convention établie avec Novacyl est en cours de révision.</p> <p>Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle et acceptation des eaux résiduelles à traiter

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 4.3.3.2
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle et acceptation des eaux résiduelles à traiter
Prescription contrôlée :

Pour les effluents réceptionnés par canalisation, un échantillon 24 heures proportionnel au débit de chaque type d'effluent à traiter sera réalisé quotidiennement et les paramètres suivants seront mesurés :

- pH
- MES
- DCO
- indice phénols sur l'effluent de Rhodia Opérations Saint-Fons

Les prises d'échantillons pourront s'effectuer pour les effluents de chaque usine, soit au départ de l'usine, soit à l'arrivée dans la station d'épuration dans la mesure où les divers effluents peuvent y être identifiés.

Le processus d'acceptation des effluents devra être fiable et indiquer, pour chaque polluant, des seuils d'acceptation. Ces seuils seront de la responsabilité de l'exploitant. En cas de dépassement d'un seuil, des dispositions devront être prises immédiatement pour assurer le stockage ou la rétention des effluents. Les moyens mis en œuvre devront permettre un traitement ultérieur des effluents dans de bonnes conditions, éventuellement par un organisme spécialisé. En aucun cas, l'effluent ne sera rejeté directement à l'égout.

Constats :

L'exploitant a présenté le tableau de suivi des paramètres d'acceptabilité comparant les paramètres quotidiens aux limites d'acceptabilité des effluents tel que prévu dans les conventions de raccordement. Ce tableau fait l'objet d'échanges quotidiens avec les établissements raccordés.

L'Inspection a vérifié par sondage que les critères retenus étaient bien ceux prévus dans les conventions.

L'inspection a constaté un dépassement du 02 au 05/02/2025 du seuil d'action du paramètre MEST sur les effluents en provenance de Polytechnyl. L'exploitant a présenté le plan d'action mis en place avec Polytechnyl.

Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Traitement des effluents reçus par citerne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 5.4 et 5.4.1

Thème(s) : Situation administrative, Traitement de déchets dangereux

Prescription contrôlée :

5.4 Le G.E.P.E.I.F est autorisé à recevoir des effluents par citerne. Les effluents reçus par citerne sont limités à une quantité de 180 m³/j. Le G.E.P.E.I.F est autorisé à procéder à certains mélanges de déchets dangereux tels que prévus au 1er alinéa de l'article L. 541-7-2 du code de l'environnement. Dans ce cas, le G.E.P.E.I.F tiendra à jour un registre comprenant notamment :

- les éléments de justification mentionnés à l'article D.541-12-2 ;
- la liste des déchets concernés et leur classification selon la nomenclature prévue à l'article R.541-7 ;
- le cas échéant, la liste des substances et leurs numéros du registre Chemical Abstracts Service (CAS) ainsi que la liste des matières et des produits mélangés aux déchets dangereux.

<p>5.4.1 origine des déchets</p> <p>L'origine géographique des déchets est celle de l'emprise du plan régional d'élimination des déchets industriels spéciaux de la région d'implantation de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le bilan des citernes reçues en 2024, bilan issu du registre Trackdéchets. En 2024, la moyenne journalière reçue est de 48 m³ d'effluents et le GEPEIF a reçu au maximum 142 m³ sur une journée.</p> <p>Les déchets proviennent des départements 69, 01 et 74.</p> <p>Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Livraison et réception des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 5.4.2</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Livraison et réception des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>c) Nature des déchets admis</p> <p>Les effluents réceptionnés par citerne peuvent être traités par la station d'épuration du G.E.P.E.I.F s'ils respectent les critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La concentration en polychlorobiphényles-polychloroterphényles (PCB-PCT) est < 50 ppm 2 < pH < 12 - la concentration en DCO < 20 g/l Les cas présentant des valeurs supérieures seront examinés selon la biodégradabilité - la biodégradabilité > 80 % - concentration en azote total < 2 g/l - la concentration en phosphore < 3 mg/l. Des effluents jusqu'à 20mg/l pourront être ponctuellement acceptés si la VLE en sortie est respectée <p>d) Information préalable</p> <p>Avant d'admettre une citerne d'effluent dans son installation, l'exploitant doit demander au producteur de déchets ou, à défaut, au détenteur une information préalable. Cette information préalable précise pour chaque type de déchet destiné à être traité</p> <ul style="list-style-type: none"> - la provenance, et notamment l'identité et l'adresse exacte du producteur; - les opérations de traitement préalable éventuellement réalisées sur le déchet; - la composition chimique principale du déchet ainsi que toutes les informations permettant de déterminer s'il est apte à subir le traitement biologique prévu; - l'apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique); - le code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement; - les teneurs en phosphore, aluminium, DCO, DBO5 métaux lourds, mercure et en tout autre substance faisant l'objet d'une valeur limite d'admission dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'installation <p>[...]</p> <p>e) Certificat d'acceptation préalable</p>

L'exploitant se prononce alors, au vu des informations ainsi communiquées par le producteur ou le détenteur et d'analyses pertinentes réalisées par ces derniers, lui-même ou tout laboratoire compétent, sur sa capacité à traiter le déchet en question dans les conditions fixées par le présent arrêté. Il délivre à cet effet soit un certificat d'acceptation préalable, soit un refus de prise en charge.

Le certificat d'acceptation préalable consigne les informations contenues dans l'information préalable à l'admission ainsi que les résultats des analyses effectuées sur un échantillon représentatif du déchet. [...]

Un déchet ne peut être admis dans l'installation qu'après délivrance par l'exploitant au producteur d'un certificat d'acceptation préalable. Cette acceptation préalable a une validité d'un an et doit être conservée au moins un an de plus par l'exploitant. L'ensemble des acceptations préalables adressées pour les déchets admis sur un site fait l'objet d'un registre chronologique détaillé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise dans ce recueil les raisons pour lesquelles il a refusé l'admission d'un déchet.

f) Contrôles d'admission

A l'arrivée sur le site, et avant déchargement, toute livraison de déchet fait l'objet de la prise d'au moins deux échantillons représentatifs du déchet et d'une vérification :

- de l'existence d'un certificat d'acceptation préalable ;
- [...]
- d'une pesée du chargement ou d'un contrôle volumétrique ;
- du contrôle de l'absence de radioactivité.

[...]

En cas de non-conformité avec le certificat d'acceptation préalable et les règles d'admission dans l'installation, le chargement doit être refusé. Dans ce cas, l'inspection des installations classées est prévenue sans délai.

Constats :

L'exploitant a présenté le protocole d'essais d'un nouvel effluent au GEPEIF, ainsi que le registre des déchets admis.

L'Inspection a contrôlé les documents suivants :

- société GAMBRO : fiche d'identification des déchets en date du 20/06/2023, certificat d'acceptation préalable GE-2024-001 en date du 28/06/2024, fiche d'admission du 13/06/24
- société CAMPINE : fiche d'identification des déchets en date du 20/06/2023, certificat d'acceptation préalable en date du 06/05/2024, fiche d'admission du 13/06/24.

Aucune anomalie n'a été constatée.

L'exploitant a indiqué ne pas avoir refusé de citernes d'effluents en 2024.

Les éléments présentés n'appellent pas de remarques de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 4.7.5

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration, flux et en rendement (lorsque celui-ci est précisé) ci- dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° 1 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.6)

Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)	Rendement moyen journalier (%)
DCO nd	300	1500	> 85%
DBO5	30	150	
MES	35	150	
NTK	30	150	
P total	10	70	
Indice phénols	0.3	2.1	
Cr	0.5	3.5	
Al	2	14	
AOX	1	7	
CN ⁻	0.1	0.35	
As	0.05	0.175	

Indice hydrocarbure	1	7	
Chlorures	3 g/l		
Sulfates	5 g/l		

Constats :

L'exploitant a présenté le bilan de son autosurveillance sur l'année 2024, les dépassements constatés, les actions menées et à réaliser.

- Azote global : beaucoup de dépassements ont été constatés de mai à octobre 2024. L'exploitant a modifié les paramètres de fonctionnement des bassins pour augmenter les phases d'anoxie et baisser les concentrations en nitrate. Sur novembre et décembre 2024, aucun dépassement n'a été constaté.

- Matières en suspension (MES) : l'exploitant a présenté le retour d'expérience réalisé suite à l'incident d'août 2023. L'incident est dû à une défloculation de la biomasse. L'exploitant n'a pas réussi à identifier le phénomène à l'origine de cette défloculation : modification des charges des effluents de SPECIALTY OPERATIONS, acidité forte des effluents ou présence d'un inhibiteur toxique non identifié. La station ne dispose pas d'un système de filtration tertiaire.

- Aluminium : aucun dépassement constaté depuis juin 2024 : ceci est dû à une modification des procédés industriels amont, modification à confirmer sur 2025.

- Phosphore : des dépassements ont été constatés sur juillet et août 2024 : ils peuvent être consécutifs à la défloculation de la biomasse. La station CORELEC va être mise en route courant mars 2025 : cette station va traiter le flux en sortie de l'atelier HQPC de SPECIALTY OPERATIONS et permettre de baisser significativement le taux de phosphore avant passage au GEPEIF.

L'exploitant doit poursuivre ses actions afin de respecter les valeurs limites des eaux résiduaires après traitement et avant rejet dans le milieu naturel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Registre des émissions polluantes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Registre des émissions polluantes

Prescription contrôlée :

I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :

-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;

[...]

[...]

-les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an ;

-les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;

[...]

Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.

II.- [...] L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

-les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.

[...]

III.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou Ib assurant le stockage, transit, regroupement ou traitement y compris le tri de déchets dangereux déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les quantités admises et éventuellement traitées sur le site.

Constats :

L'exploitant a présenté les déclarations GERE pour les années 2022 et 2023. L'Inspection remarque que l'exploitant n'a pas déclaré les quantités de déchets dangereux admises en 2022 et 2023 (alinéa III article 4 de l'arrêté du 31/01/2008) : ceci est dû à une mauvaise déclaration des activités du site dans GERE. A l'issue de l'inspection, le cadre GERE a été corrigé : l'exploitant devra renseigner ces quantités pour la déclaration de l'année 2024.

L'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que, suite à la mise en place de l'installation de traitement des boues, les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement devront être déclarées dès lors qu'elles dépassent 2000 t/an (alinéa II article 4 de l'arrêté du 31/01/2008).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 : l'exploitant déclare au moyen de l'application GERE les quantités de déchets admises et traitées sur le site en 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Surveillance des eaux de surface

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 4.8.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux de surface

Prescription contrôlée :

En accord avec le service chargé de la police de l'eau, l'exploitant réalise ou fait réaliser des prélèvements en deux points, un en amont, l'autre en aval de son rejet. Le point de prélèvement choisi doit garantir un bon mélange de l'effluent avec les eaux du cours d'eau.

Les paramètres du tableau ci-dessous devront être analysés, à la fréquence mensuelle

Substances
DCO
Arsenic
Chrome
Cuivre
Nickel
Plomb
Chloroforme
Benzène
Pentabromodiphényléther
Tétabromodiphényléther
Octabromodiphényléther
Décabromodiphényléther
Hexabromodiphényléther
4-(para)-nonylphénol

Les résultats des analyses seront transmis mensuellement à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires sur leurs éventuelles évolutions. Les calculs d'incertitude seront

<p>également joints.</p> <p>Toute anomalie devra être signalée dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.</p> <p>Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux de surface, l'exploitant déterminera si ses activités sont à l'origine de la pollution constatée. Il informera le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les résultats de la campagne réalisée en février 2025 en amont et en aval de son point de rejet : les teneurs des paramètres analysés sont toutes inférieures aux limites de quantification des méthodes, que ce soit en amont ou en aval du point de rejet.</p> <p>L'absence de résultats issus d'autres campagnes ne permet pas de tirer de conclusions quant à la surveillance des eaux de surface.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n° 2 : l'exploitant réalise une campagne de surveillance en période de basses eaux, transmet les résultats de ses campagnes de surveillance et ses conclusions à l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 9 mois</p>

N° 8 : Surveillance des effets sur les sédiments, la faune et la flore

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 4.8.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effets sur les sédiments, la faune et la flore</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des prélèvements et mesures seront réalisés chaque année, en aval du rejet, sur des substances pertinentes afin de mesurer l'évolution, dans les différents compartiments du milieu, des concentrations en substances bioaccumulables.</p> <p>L'exploitant fera réaliser une étude sous 6 mois afin de proposer une liste de substances bioaccumulables pouvant servir de traceurs.</p> <p>Sous réserve de précisions apportées par cette étude, les substances à surveiller sont les suivantes</p> <ul style="list-style-type: none"> - pentabromodiphényléther - 4-(para)-nonylphénol - nickel - plomb - zinc - cuivre - chrome* - tributylphosphate - 1-chloro-2-nitrobenzène - arsenic. <p>*Le suivi environnemental de ce paramètre ne sera exercé que lors des deux premières années afin de confirmer la disparition de la source émettrice à l'origine des rejets (arrêt d'exploitation)</p>

de la société Huntsman).
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé cette surveillance. Il vient de prendre contact avec un bureau d'études en vue de la réaliser.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n° 3 : l'exploitant réalise une campagne de surveillance des effets sur les sédiments, la faune et la flore. Il transmet les résultats de cette campagne et ses conclusions à l'Inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 9 mois